« Limitarianisme. Le cas contre la richesse extrême ».
Par Ingrid Robeyns.[1]

Pietro Majno-Hurst[*] et Samia Hurst-Majno[**]

Un Néerlandais se sent riche avec 1 million (1M) ; un citoyen des U.S.A. aurait besoin de 10M. Les citoyens néerlandais reçoivent donc de la société dans laquelle ils vivent des biens et des services d'une valeur de 9 millions d'euros. Ce n'est là qu'une des réflexions que suscite la lecture de l'essai d'Ingrid Robeyns, professeur d'éthique institutionnelle à l'université d'Utrecht, qui possède une double formation en économie et en philosophie politique. Depuis une dizaine d'années, Robeyns étudie le problème de la richesse, à laquelle - c'est la thèse principale du livre - une limite supérieure devrait être appliquée. L'auteur soutient que si cette limite était fixée à 10 millions d'euros, les énergies financières libérées permettraient d'abolir la pauvreté et la faim sur la planète, de lutter efficacement contre le réchauffement climatique et d'offrir aux jeunes générations une dotation de démarrage à utiliser pour une formation ou construire une entreprise. Mais ce ne sont pas les seuls arguments présentés au lecteur contre la concentration des richesses qui est survenue au cours des cinq dernières décennies.

Dans les premiers chapitres, Robeyns décrit la situation actuelle avec des chiffres et des exemples qui aident à comprendre comment nous en sommes arrivés là. Pour l'essentiel, dans les années 1970 et 1980, qui ont coïncidé avec l'effondrement du bloc de l'Europe de l'Est, le Capital, soutenu par une idéologie néolibérale rampante, a dominé sans rencontrer d'opposition et a réussi à modifier les règles du marché, de l'État-providence et de la fiscalité en sa faveur. La richesse a ainsi pu se concentrer vers le haut, dans une dimension nouvelle et accélérée. Si pour la plupart, les 12 700 milliards détenus par les 2 668 milliardaires ne disent pas grand-chose (une moyenne de 4,7 milliards chacun), il suffit de dire que pour 100 dollars de valeur produite entre 2012 et 2021, 54,40 dollars sont allés aux 1 % les plus riches, et 0,70 dollar aux 50 % les plus pauvres.[2]
Pour Robeyns, dans les chapitres suivants, avec des situations documentées, des raisonnements clairs, la prise en compte des exceptions, mais aussi des évaluations et des statistiques qui les caractérisent comme minoritaires, cette concentration est problématique parce qu'elle est générale :

- <u>perverse :</u> parce qu'elle maintient les pauvres dans la pauvreté, appauvrit les classes moyennes et enrichit encore davantage les 1% les plus riches. Ceci est vrai dans nos sociétés comme dans les relations entre le Nord et le Sud (il suffit de penser à la croissance des grandes fortunes lors de la dernière pandémie, ou à ce qui se passe quotidiennement dans l'extraction des matières premières, Glencore - le plus gros contributeur du gouvernement de la Confédération suisse - en tête*, ndlr).*

- <u>sale :</u> parce que généralement construite sur le dos de pollution, d'exploitation, d'abus de position dominante, quand ce n'est pas d'une oligarco-cleptocratie flagrante et éhontée.

- <u>toxique :</u>
    - parce qu'elle permet d'acquérir du pouvoir politique et de ce fait menace la démocratie, comme on peut le voir de façon claire aux États-Unis.

[*] Ancien professeur de Chirurgie et de Transplantation, Université de la Suisse Italienne et Université de Genève, Suisse
[**] Professeure de bioéthique, Université de Genève, Suisse

Correspondance : pietro (at) majno.ch ; www.majno.ch

- parce qu'elle est essentiellement investie (et dépensée) dans des activités ne sont pas durables sur le plan environnemental, quand elles ne sont pas directement nocives pour l'homme et la nature : combustibles fossiles, agro-industrie, travail insalubre, tabac, armes.
- parce qu'elle maintient et nourrit super-riches eux-mêmes dans un environnement psychologiquement malsain : dans un chapitre remarquable d'empathie, elle résume des entretiens avec des milliardaires et leurs commentaires sur la vie déséquilibrée qu'ils mènent.

- imméritée : parce que la majorité des grandes fortunes n'ont pas été bâties par du travail ou des découvertes utiles à tous, mais ont été transmises de génération en génération (depuis les années 1980 presque sans imposition), par définition sans mérite. Dans les rares cas où elles sont dues à du talent, même celui-ci, selon Robeyns, est généralement associé à de la chance, à du privilège ou à d'autres mécanismes multiplicateurs (du type *"the winner takes it all"*, comme dans le cas de la rémunération des athlètes). De plus, même en admettant une composante de mérite, la protection et la croissance du Capital se font grâce à un État qui régule les relations et les échanges entre les citoyens, qui finance l'éducation et la recherche[3], et qui accepte l'existence d'une véritable industrie financière au service de la richesse. Ce même État dont l'importance est niée dans le récit libéral, mais qui se retrouve ensuite à recoller les morceaux des différentes crises financières, sanitaires ou environnementales.[4]

- Inutile : c'est l'un des aspects les plus incontestables de l'essai. Selon le principe de l'avantage marginal décroissant de la richesse (pour une famille disposant de 5 000 € par mois, une augmentation de 1 000 € représente beaucoup, alors qu'elle représente moins pour une famille disposant de 15 000 € et encore moins pour une famille disposant de 50 000 €), les super-riches, au-delà d'une certaine limite, n'ont pas *besoin* de ce surplus, alors que les grands chantiers auxquels l'humanité doit faire face en ont un besoin impérieux. Pour paraphraser sa métaphore : dans un monde en feu, ce ne sont pas les classes moyennes et inférieures qui doivent financer les pompiers, mais c'est le 1% supérieur qui doit et peut le faire.

Où fixer la limite de la richesse ? Là encore, l'argumentaire de Robeyns est clair et précis : si la limite diffère d'un pays à l'autre, la recherche montre un large consensus au sein d'une nation donnée (même parmi ceux qui votent à gauche ou à droite) : aux Pays-Bas, un où il n'est pas difficile de vivre dans un endroit agréable et sûr, où l'État pourvoit aux besoins fondamentaux (éducation, santé, invalidité et vieillesse) et où le droit du travail protège le temps libre, on est considéré comme riche avec >1M ; aux États-Unis, >10M. Selon Robeyns, 1 million devrait être la limite *morale* à ne pas dépasser : elle trouve légitime que ce soit le montant que l'on souhaite pouvoir laisser à son conjoint et à ses enfants, comme une bouée de sauvetage pour les aléas de la vie (et envisage des exceptions, notamment que la valeur de sa résidence pourrait être gonflée par des mécanismes spéculatifs). Elle reconnaît toutefois qu'une telle limite est difficilement acceptable en termes de consensus et identifie une limite *politique* de 10 millions : celle au-delà de laquelle on commence à pouvoir acheter du poids politique - lorsque la richesse devient préjudiciable à la démocratie - et où la marginalité mentionnée plus haut est clairement opérante.

Dans les derniers chapitres sur les mesures à prendre pour parvenir à une « société limitarienne », dans laquelle l'économie *« maintient les inégalités dans des limites et utilise les excédents des riches pour répondre aux besoins urgents et aux actions collectives nécessaires »*, Robeyns est consciente qu'elle n'a pas de formule magique en main, et qualifie le limitarianisme

d' «*idéal régulateur*» (comme l'éradication de la pauvreté) : même s'il n'est pas immédiatement réalisable, nous devrions au moins tous être d'accord sur le principe, et prendre des mesures concrètes pour y parvenir. Elle identifie trois domaines d'action : le domaine structurel (avec des politiques en matière de logement, de garde d'enfants, de santé et de salaire minimum, pour soutenir les moins favorisés, etc.) ; le domaine fiscal (qui doit devenir plus redistributif) ; et le domaine éthique, dans lequel chacun devrait trouver l'excès de richesse problématique, et agir en conséquence sur une base individuelle. Robeyns énumère cinq points principaux (et un certain nombre de corollaires[5]), chacun accompagné de raisons convaincantes et basées sur des faits.
Selon Robeyns, nous devons notamment :

1) décoloniser notre imaginaire (ce sont les mots de Serge Latouche qu'elle utilise à dessein) de l'idéologie néolibérale et de la dichotomie selon laquelle il n'y a pas d'alternative entre le capitalisme dans lequel nous vivons et l'économie soviétique des plans quinquennaux. Elle cite des modèles de sociétés qui pourraient se passer du capitalisme prédateur et de la dépendance d'une croissance économique écologiquement insoutenable, et qui ne sont certainement pas un retour au stalinisme. Sur ces alternatives aussi, le livre est enrichissant, avec des propositions et des références tirées de la philosophie politique (comme les études sur le revenu de base inconditionnel) et des écoles économiques novatrices. Une liste de sources actualisée tirée essentiellement de la littérature anglophone, qui devra certainement être enrichie pour l'édition française, mais qui en tout cas conforte le lecteur dans l'idée que des projets de société bien plus souhaitables que l'actuel ont été élaborés.
2) créer des lieux et des moments de rencontre entre les différentes classes sociales, qui ont pratiquement disparu aujourd'hui, comme un service civil obligatoire pour tou·te·s.
3) rétablir l'équilibre entre les différents pouvoirs économiques (comme entre les trois pouvoirs politiques) : Capital, Travail, Service public, Biens communs, etc., en renforçant les syndicats et la participation des travailleurs aux décisions des entreprises et des actionnaires, et avec des règles plus justes dans les échanges avec les consommateurs, mais aussi entre les nations.
4) remodeler la fiscalité dans ses différents aspects : lui redonner le poids qu'elle a perdu au cours des années de néolibéralisme. Il est clair qu'il faut démanteler les paradis fiscaux et la concurrence fiscale, et combler les échappatoires, avec un organisme international capable de résoudre les litiges.
5) confisquer l'argent sale pour réparer les dégâts du passé, un point sur lequel un consensus, selon Robeyns, serait plus difficile, mais c'est une voie que certaines institutions ont déjà commencé à suivre.[6]

Robeyns se demande également pourquoi nous avons laissé les choses aller ainsi et pourquoi les voix en faveur d'une société plus redistributive sont encore faibles. Elle décrit avec précision la dérive cognitive dans laquelle le récit du néolibéralisme nous a entraînés : nous ignorons le degré d'inégalité et les avantages qu'il y aurait pour tous à la réduire. Le citoyen ordinaire sous-estime fortement la proportion de la richesse appartenant aux 1 % les plus riches et la proportion de ceux qui ne possèdent rien ou presque rien (>50 %). Il surestime les possibilités de mobilité sociale - qui ont en fait diminué au cours des dernières années - et le préjudice qu'un changement de règles (comme le fait de devoir payer des droits de succession plus élevés pour un héritage modeste) pourrait lui apporter par rapport au bénéfice que sa propre famille pourrait en tirer en tant que membre d'une communauté moins inégalitaire. Le citoyen sous-estime aussi la mesure dans laquelle la propriété et les actifs détenus par les États, ainsi que les profits qui y sont associés, ont diminué au fil du temps au profit du secteur privé[7] . De plus, aujourd'hui, la majorité des citoyens n'a pas connu l'État-providence (le véritable âge d'or, selon Piketty, d'un après-guerre résolument plus

redistributif et destiné à contrer la séduction communiste), et ne sait plus imaginer des modèles en dehors du capitalisme libéral.

Le livre est écrit avec rigueur (un cinquième des pages sont des notes et des références) et de manière fluide et claire[8] . Chaque thèse est étayée par des faits, et argumentée en détail par rapport aux critiques possibles (le chapitre « La philanthropie n'est pas une solution » est particulièrement intéressant), abordées avec simplicité, mais aussi avec finesse et une impressionnante corps de connaissances. Tout au long de l'essai, Robeyns résume, avec pertinence et sans pédanterie, les principes fondamentaux de la philosophie politique, en particulier le contrat social entre les citoyens et l'État, en illustrant à la fois des concepts classiques tels que la théorie de la justice de John Rawls, et des contributions plus récentes.

Il est rare de lire un ouvrage qui suscite un tel sentiment d'admiration, pour la perspicacité et la profondeur de son raisonnement, pour la qualité du travail documentaire, mais surtout pour le potentiel d'utilité et de prospérité qu'il recèle.

Notes, liens et références :

[1] Robeyns Ingrid. *Limitarianism, the case against extreme wealth"*. Penguin 2025, 336pp.
Disponible en Anglais, Néerlandais et Allemand. Dans l'attente d'une traduction, nous pensons que son contenu mérite d'être partagé et débattu dès à présent.
Une bibliographie sur le sujet est déjà accessible sur Internet.

- https://en.wikipedia.org/wiki/Limitarianism_(éthique)
- https://www.theguardian.com/books/2024/jan/21/how-much-personal-wealth-is-enough-ingrid-robeyns-limitarianism
- https://www.theguardian.com/books/2024/jan/21/limitarianism-the-case-against-extreme-wealth-ingrid-robeyns-extract

[2] Dans certains pays, en raison de l'inflation, du coût de certaines assurances obligatoires (comme les caisses d'assurance maladie en Suisse) et surtout de la diminution des prestations de l'État et des services publics, les pauvres sont devenus encore plus pauvres.

[3] Alors que les bénéfices vont généralement au particulier qui fabrique et brevette le "dernier kilomètre". Le cas des médicaments contre le virus de l'hépatite C ou de certains médicaments anticancéreux est illustratif.

[4] Dans le livre, la contribution de l'État à la création de richesse est estimée à 90%, sur base d'une étude de Herbert A. Simon " UBI and the Flat tax ", Boston Review, 17 juillet 2000, https://www.bostonreview.net/forum_response/herbert-simon-ubi-and-flat-tax/ . Un fait qui est considéré comme un argument en faveur d'un revenu inconditionnel de citoyenneté.

[5] Les corollaires incluent un salaire maximum (comme celui de l'initiative 1 :12 votée et refusée par le peuple en Suisse) et l'établissement d'une justice transgénérationnelle (réparatrice ?), en donnant à chaque jeune un petit capital pour poursuivre des études ou démarrer une activité commerciale.

[6] Robeyns donne des exemples vertueux d'universités qui ont bâti leur fortune sur le colonialisme ou l'esclavage et qui se sont engagées dans des efforts de justice réparatrice (Harvard, Brown et Glasgow). Elle évoque toutefois le fait que tout ne peut pas être fait rapidement et que le consensus sur certains points fondamentaux, tels que la fixation d'une limite (politique) supérieure à la richesse, est privilégié par rapport à une vision plus radicale qui a moins de chances de bénéficier d'un soutien politique.

[7] Comme la privatisation des services publics, qui a été poursuivie de manière plus ou moins radicale dans différents pays depuis les années 1980 (voir "Réflexions après une conférence sur le service public" à l'adresse www.majno.ch). Ou encore l'acceptation de la déductibilité fiscale des intérêts versés aux banques (privées) - donc payés aux banques plutôt qu'à l'État, avec le mécanisme de création monétaire qui permet aux banques de faire des profits en prêtant de l'argent qu'elles n'ont pas.

[8] Le processus de rédaction est également intéressant : Mme Robeyns explique qu'elle a commencé à s'intéresser au sujet en 2012, après un doctorat à Cambridge avec Amartya Sen, quelque peu moquée par des collègues plus traditionnellement concernés par le problème de la pauvreté. Elle a ensuite bénéficié d'une bourse substantielle de la Communauté européenne pour l'étudier en profondeur et, au stade final de la rédaction du livre, elle a réuni divers contributeurs et experts, leur demandant de commenter et de discuter chaque chapitre.